

Comité d'action pour une meilleure assurance maladie

SERVICE DE PRESSE

LE GASPILLAGE DES PRODUITS PHARMACEUTIQUES

Les gouvernements devraient encourager les études sur la consommation des médicaments et les recherches relatives à leurs abus. Certains aspects du problème sont bien connus. D'une part, une grande quantité des remèdes prescrits n'est pas consommée et va se désagréger dans les tiroirs des tables de nuit, diminuant d'autant leurs effets bénéfiques mais parfois aussi nocifs. D'autre part, une énorme quantité de médicaments, tranquilisants ou calmants surtout, est consommée sans justification précise, avec ou sans prescription (auto-médication), le plus souvent par des femmes. Elles sont en effet les plus surmenées et les plus vulnérables, dans un environnement de vie et de travail tendu et traumatisant, sur les plans physique et psychique. La réclame, directe ou indirecte, les pousse à chercher dans ces droques les solutions à leurs problèmes socio-économiques.

15'000 produits

Mais le gaspillage pharmaceutique n'est-il pas aussi dans la multiplication des médicaments proposés. Il y a sur le marché suisse 15'000 produits pharmaceutiques différents, prêts à l'emploi. Cela fait 50'000 à 60'000 emballages différents, un produit pouvant exister en plusieurs dosages ou plusieurs formes (ampoules, gouttes, dragées, sirop, suppositoires, etc.).

Les caisses-maladie cherchent à en limiter le nombre et ne remboursent que 2'500 à 3'000 produits. Il existe en effet un nombre limité de produits originaux, vraiment différents. La plupart des autres médicaments sont des copies ou surtout des combinaisons ou des mélanges, dont les effets sont divers, moins contrôlés et parfois discutables. Par comparaison, il n'existe que 3'000 produits en France et en Grande Bretagne, 1'700 en Norvège et 1'000 en Tchécoslovaquie.

Un médecin généraliste lui, n'utilise qu'une centaine de médicaments, qu'il peut bien connaître; un spécialiste peut n'en utiliser qu'une trentaine. Il est donc important pour le fabricant de faire adopter son produit par les médecins, d'où une propagande diverse, luxueuse et coûteuse qui revient à 5'000.-- / 10'000.-- francs par an et par médecin, suivant les pays. Cette "promotion commerciale" correspond grosso modo au 20 % du budget d'une entreprise. Dans les meilleurs cas, les fabricants consacrent le 10 % environ de leur budget à la recherche; d'autres se contentent de prendre des brevets, de copier ou de mélanger des produits connus en fonction d'études de marché, plus que des besoins sanitaires.

Un nouveau et vaste marché s'est ouvert aujourd'hui avec les produits diététiques et alimentaires, surtout pour les nourrissons. Là aussi la multiplicité des produits et la propagande indirecte tendent, en particulier, à supplanter l'alimentation maternelle la plus sûre, la plus saine, la plus économique, par une alimentation artificielle et des produits économiquement chers, en général inutiles et parfois nocifs. Nous ne pensons pas ici aux quelques 3'000 substances chimiques, additifs alimentaires utilisés comme colorants, arômes ou agents conservateurs.

Aucun contrôle des prix
L'Office intercantonal de Contrôle des Médicaments (il n'y a pas
d'office fédéral) surveille la qualité et limite les médicaments
mis sur le marché suisse. Il n'a par contre aucun contrôle sur
la fixation du prix d'un médicament par le fabricant. L'affaire
du Valium-Librium en Angleterre, puis en Allemagne est révélatrice
100 comprimés de Valium 5 coûtent fr. 1.75 en Angleterre, fr. 17.50
en Allemagne et fr. 23.-- en Suisse (janvier 1974). La plupart des
médicaments vient d'augmenter de 10 % en octobre 1974; pour la
deuxième fois depuis deux ans. Le Valium est cependant resté au
même prix ! Précisons que les frais pharmaceutiques ambulatoires
et hospitaliers s'élèvent au 23 % du coût de la santé en Suisse.

Sur le plan mondial, l'OMS a créé un système de pharmaco-vigilance, d'enquête sur les effets secondaires ou les dangers des médicaments dans différents pays, dix-huit actuellement, mais la Suisse n'en fait pas partie. Les résultats obtenus ne sont cependant pas publiés ni communiqués aux médecins praticiens, ce qui serait du plus haut intérêt pour les patients. En effet, une récente enquête a montré qu'aux USA une hospitalisation sur dix était due à un abus ou un accident médicamenteux. Est-ce en rapport avec ce fait que l'espérance de vie a baissé depuis 1972 ?

La question peut être posée. Est-ce la raison aussi qui fait dire aux sceptiques que la médecine fait des progrès, la santé non ?

Ne soyons pas pessimistes. Les médicaments ont la plus grande utilité, mais le nombre des produits utiles n'est pas très considérable. Leur efficacité les rend dangereux cependant s'ils sont utilisés à tort et sans contrôle.

Jean-Claude VAUTIER Médecin